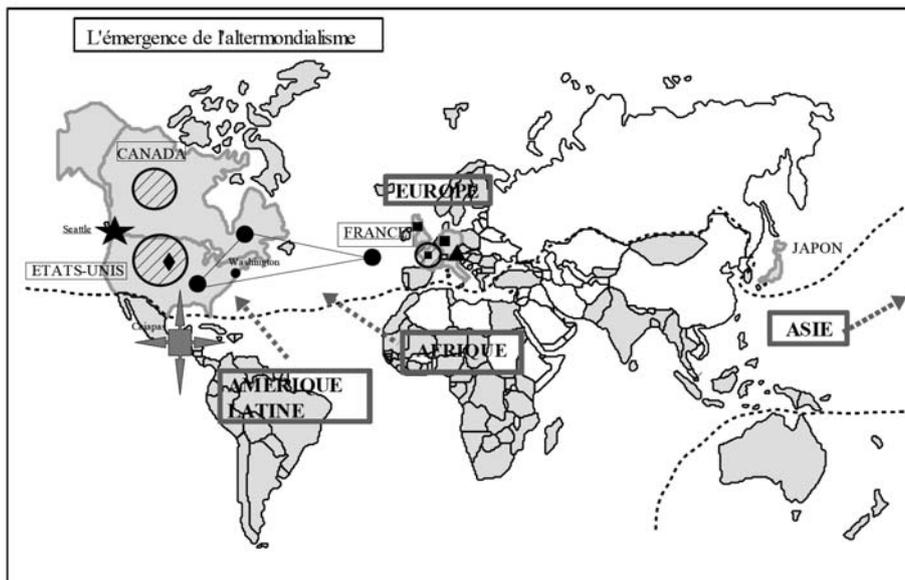


Seattle ou la naissance d'un mouvement protestataire ?

1

Cartes, croquis, courbes



LEGENDE		
<p>1) principales institutions accusées de véhiculer le consensus de Washington</p> <p>□ Pays membres du G 7</p> <p>● Siège du FMI et de la Banque Mondiale, les institutions de Bretton Woods</p> <p>▲ Forum de Davos</p> <p>FRANCE Siège de l'OCDE</p>	<p>2) la genèse du mouvement</p> <p>CANADA Pays d'origine des principaux mouvements</p> <p>■ Campagne pour l'abolition de la dette des pays les plus pauvres</p> <p>◆ Campagne anti-Alena aux Etats-Unis</p> <p>⬆️ Guérilla zapatiste et son rayonnement</p> <p>● Campagne contre l'AMI Etats-Unis/ Canada/ France surtout</p> <p>ASIE Continents du Sud où se développent de nombreuses ONG</p>	<p>3) Seattle et ses enjeux</p> <p>▭ Les 133 pays membres de l'OMC en 1999</p> <p>⋯ Limite conventionnelle entre Nord et Sud</p> <p>◐ Principaux pays d'origine des manifestants de Seattle</p> <p>◑ Autre lieu d'origine des manifestants</p> <p>★ Sommet de Seattle</p>

Le sommet de l'OMC à Seattle en quelques chiffres en novembre-décembre 1999 :

- 40 000 à 50 000 manifestants
- Les manifestants appartiennent à 87 pays différents, représentés par 1 200 associations.
- Dégâts causés par les débordements estimés à 3 millions de dollars (3,42 millions d'euros).
- Coût des heures supplémentaires de la police et des pompiers : 555 000 dollars (632 400 euros).
- Plus de 90 hospitalisations.
- Plus de 500 arrestations.

Source : *Le Nouvel Observateur*

Questions : quoi-qui ?

1 Pourquoi l'OMC est-elle la cible des mouvements protestataires à Seattle ?

OMC

Institution inter-étatique, succédant au GATT en 1995, chargée de promouvoir et développer les accords de libre-échange, et donc le jeu de la concurrence ; elle est également l'arbitre qui fait appliquer les règles instituées et gère les différends. En 1999, l'OMC comptait 135 pays (150 pays en avril 2007). Elle est, aux yeux des mouvements protestataires, un des symboles puissants de la globalisation et un de ses instruments à travers la libéralisation du commerce, et ce d'autant plus qu'elle est la seule des institutions, à travers son Organe de règlement des différends, dotée d'un pouvoir judiciaire capable de sanctionner les États récalcitrants à ce nouvel ordre économique mondial.

GATT/round/Uruguay Round

L'accord du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) a été signé en 1947 par 25 pays, en vue de réduire entre eux les barrières douanières et d'appliquer la clause de la nation la plus favorisée. Huit cycles de négociations, appelés rounds se sont tenus sous l'égide du Gatt (cf. graphique page suivante). L'Uruguay Round (1986-1994) est le plus long et le plus ambitieux des cycles. Les questions agricoles et audiovisuelles ont débouché sur de véritables affrontements entre Européens et Américains.

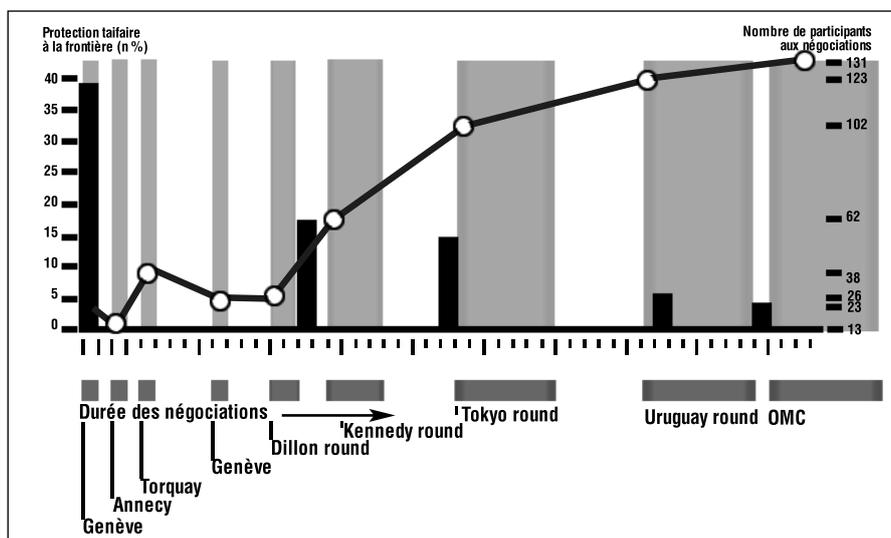
Les enjeux de Seattle/Millennium Round

L'objectif de la conférence de Seattle (État de Washington) est d'ouvrir un nouveau cycle de négociations multilatérales sur la base des accords signés en 1994 à Marrakech. Ceux-ci avaient conclu le cycle de l'Uruguay et initié l'OMC. Les nouvelles discussions devaient reprendre au plus tard le 1^{er} janvier 2000. À Seattle, un des enjeux majeurs por-

tait sur leur élargissement aux sujets suivants : la concurrence, l'investissement, la transparence dans les marchés publics, l'environnement, les normes sociales. Ce « *Millenium Round* », baptisé ainsi par le britannique Leon Brittan, est le plus ambitieux depuis que les négociations multilatérales sur le commerce ont commencé. Il s'agit effectivement d'ouvrir définitivement à la concurrence non seulement l'agriculture, mais surtout les services, une activité qui représente 60 % de la richesse mondiale produite chaque année.

Jusqu'alors, les négociations commerciales intéressaient peu l'opinion publique. Mais ce sommet devient un événement médiatique. Les chercheurs Isabelle Sommier et Xavier Crettiez relèvent 3 explications majeures. Ils expliquent que l'accroissement des pays membres de l'OMC, l'élargissement des sujets de négociations à des questions concernant la vie quotidienne des populations, la mise en place par l'OMC d'un « tribunal des conflits » (organe de règlement des différends) réduisant les marges de manœuvre des États, contribuent à placer Seattle sous le feu des projecteurs.

Du Gatt à l'OMC



2 Les autres institutions accusées par les altermondialistes de véhiculer le « consensus de Washington »

Consensus de Washington

Expression utilisée en 1989 par l'économiste américain John Williamson, dans le texte « *What Washington means by policy reform* », pour désigner les dix recommandations à l'usage des États voulant réformer leurs économies : discipline fiscale, libéralisation du commerce, privatisations, déréglementation. Cette expression, née au moment de l'effondrement du système soviétique, repose sur l'idée qu'il existerait un accord unanime sur les politiques à mener par les pays pauvres pour devenir plus riches. Ce consensus s'adressait aux économies latino-américaines. Ce « consensus » devint étonnamment populaire lorsque la Banque mondiale et le FMI décidèrent de subordonner leurs prêts à l'application de politi-

ques dites « d'ajustement structurel », inspirées de ce « consensus ». Ces recommandations sont considérées par les altermondialistes comme une sorte de manifeste néolibéral.

Alena (NAFTA)

L'Accord de libre-échange nord-américain est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. En termes géopolitiques, il visait à constituer un bloc nord-américain susceptible de rivaliser avec l'Union européenne. Il a vocation à s'étendre à tout le continent américain (sauf Cuba) dans le cadre d'une ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques). En offrant des conditions favorables aux investisseurs au détriment de la souveraineté des États, cet accord est devenu la cible des mouvements antiglobalisation, notamment de la part de *Global Trade Watch*, organisation de défense civique membre de la vaste association américaine de consommateurs *Public Citizen*. La mise en place de l'Alena contribua aussi au déclenchement de la guérilla zapatiste au Mexique (EZLN).

FMI et Banque mondiale

Créés à la suite de la conférence monétaire et financière de Bretton Woods en 1944, le Fonds monétaire international (Washington) et la Banque mondiale ont chacun une mission propre. Le Fonds doit garantir le nouveau système de stabilité monétaire, la Banque étant censée financer la reconstruction des pays détruits par la guerre. Ce système s'effondre progressivement dans les années 1970, mais les institutions restent en place. Leur mission évolue. Dans les années 1980, le Fonds prête aux pays en difficulté à condition qu'ils mettent en place des plans d'ajustement structurel ; cette politique est suivie par la Banque mondiale. Ces mêmes recettes libérales sont appliquées à la Russie et aux pays de l'Est après la chute du communisme. Alors que les crises financières mexicaine, asiatique, russe, turque, argentine (entre 1995 et 2001) mettent à mal la crédibilité de ces deux institutions, la politique du FMI et de la Banque mondiale sont en outre sévèrement critiquées, y compris de l'intérieur du système, par Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie et ancien vice-président de la Banque mondiale. Face à cette contestation de leur rôle et de leur efficacité, leur discours a évolué et leurs mesures à l'égard des pays pauvres se sont assouplies.

3 La fin de la « diplomatie de club »

La « diplomatie de club » (M.-C. Smouts)

Les sommets des pays industrialisés (G7/G8) sont l'illustration la plus spectaculaire de cet esprit de club prévalant désormais sur les grandes machines mises en place dans l'après-guerre. La composition de ce « club de riches » a toujours été critiquée. Mais il n'est que l'émanation la plus médiatisée d'un club plus vaste représenté par les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), lieu de rencontre et de réflexion visant à la coordination des politiques économiques et sociales.

Cette recherche de règles du jeu entre « gens du même monde », par consensus, sans droit ni sanction, s'exerce dans bien d'autres domaines : la non-prolifération

nucléaire avec le Club de Londres, la gestion de la dette du Tiers-Monde avec les clubs de créanciers (Club de Paris, etc.) l'aide aux pays d'Europe centrale et orientale avec le Groupe des 24, le maintien de la « paix » avec les trois membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies (P3). Dans un monde complexe et sans points de repère, cette « diplomatie de club » tente d'introduire un minimum de régulation. Par bien des points, elle s'apparente au concert européen du XIX^e siècle : sous couvert d'assumer des responsabilités, un directoire des grands écarte la majorité des peuples de la gestion des affaires.

OCDE

L'Organisation de coopération et de développement économiques compte 30 pays riches, démocratiques et à économie de marché qui produisent à eux seuls 60 % des biens et services du monde. L'organisation est un cadre de discussion pour ces États, qui peuvent ainsi mieux coordonner leurs politiques économiques dans un contexte de mondialisation. Elle leur permet donc d'une part de renforcer leur coopération et d'autre part d'agir efficacement en fournissant des statistiques, des informations et des analyses. C'est au sein de l'OCDE qu'ont été engagées les discussions de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) en 1997-1998.

G7/G8

Si l'initiative de ces sommets vient du président Giscard d'Estaing, l'idée était déjà dans l'air depuis un moment. Le premier sommet se réunit en 1975, et rassemble, outre la France, les États-Unis, la RFA, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Italie ; à ce groupe s'ajoute, en 1976, le Canada. Le G7 vient de se constituer. Il devient G8 en 1998, lorsque la Russie intègre le groupe.

Le Forum de Davos

C'est un Allemand, Klaus Schwab, qui a fondé ce Forum (fondation sans but lucratif) en 1971 ; il est docteur en ingénierie mécanique et en économie et enseigne à Genève la politique des Affaires. On retrouve désormais plus de 2 000 invités à Davos ; en 1999, année de Seattle, se sont croisés des gens comme Helmut Kohl, Bill Gates, Louis Schweitzer, Hilary Clinton, Yasser Arafat, George Soros, Nelson Mandela, Kofi Annan, Hosni Moubarak, Yevgueni Primakov, Gerhard Schröder, Shimon Peres, Oskar Lafontaine, Dominique Strauss-Kahn, les PDG de Coca-Cola, Fiat, Toshiba...

Le Forum économique de Davos n'est pas une Organisation, mais bien un forum rassemblant chaque année, au cœur de cette bourgade suisse du canton des grisons, le gratin mondial des dirigeants politiques, PDG (le critère d'entrée est d'être n° 1 ou 2 d'une entreprise pesant au moins 620 millions d'euros), experts scientifiques et autres personnalités du monde politico-économique. Davos n'est donc ni un lieu de décision ni un lieu de pouvoir. Davos est plutôt un lieu d'influence à partir duquel les grandes lignes de l'économie internationale se dessinent. De ce forum ressortent des idées, des analyses, des concepts que l'on retrouve souvent dans les directives d'organismes comme le FMI ou l'OMC.

À sa naissance en 1971, ce Forum était davantage centré sur le territoire européen, d'où son nom initial : *European Management Forum*. En 1987, son nom change pour devenir le *World Economic Forum*. On y parlera selon les époques de chute du Mur, de

réunification allemande, de crise entre Israéliens et Palestiniens, etc. Ce n'est qu'à partir de 1996 que le Forum évoque plus spécifiquement la question de la mondialisation économique.

4 La montée en puissance d'un « mouvement antiglobalisation »

Antimondialisation/altermondialisation/antiglobalisation

Le terme d'altermondialisation s'est diffusé depuis les années 2000 en France et remplace celui d'antimondialisation. Les militants protestataires français ne se perçoivent pas, en effet, comme des opposants à la mondialisation, considérée comme processus d'échanges culturels, sociaux, humains. Ce préfixe « alter » (inventé par le porte-parole d'Attac-Belgique et utilisé depuis 2002) signifie qu'au-delà de la contestation, ce mouvement souhaite promouvoir l'idée qu'un « autre monde est possible » (slogan du 2^e Forum social mondial de Porto Alegre en janvier 2002). Ce changement sémantique est cependant le reflet de débats franco-français. Dans d'autres pays, ou chez certains auteurs, on trouve plutôt les expressions « mouvement antiglobalisation », « mouvement pour une justice globale » ou encore « mouvement contestataire ». L'emploi de tel ou tel terme dépend du rapport de force et de l'influence des mouvements (Eddy Fougier), ainsi en France la presse a accédé au souhait de certains groupes, qui demandaient le remplacement du terme « antimondialisation » par « altermondialisme ».

Révolte du Chiapas/sous-commandant Marcos (avec l'OAXACA)

Le Chiapas est une des provinces les plus pauvres du Mexique. La décision de l'Alena d'interdire les subventions aux coopératives agricoles du Chiapas déclenche la révolte. Le 1^{er} janvier 1994, les rebelles, qui se sont baptisés « zapatistes », en référence à Emiliano Zapata (héros assassiné de la révolution de 1910, qui avait, à la tête d'une armée de paysans, combattu pour la réalisation de la réforme agraire au Mexique), s'emparent de la ville de San Cristobal de las Casas, capitale historique du Chiapas, devant des touristes et des journalistes médusés.

Le « sous-commandant » Marcos dirige les zapatistes. Le gouvernement mexicain avait prétendu que sa véritable identité était Rafael Sebastian Guillen Vicente, ancien universitaire. Aux yeux des altermondialistes, ce leader cagoulé, fumant la pipe et vêtu d'une veste militaire marron, fait figure de révolutionnaire romantique, de réincarnation du « Che ». Grand communicateur, Marcos a reçu des personnalités du monde entier, comme Gabriel Garcia Marquez, Oliver Stone, José Bové ou Danielle Mitterrand (des milliers de sites Web sont consacrés aux zapatistes ; les communiqués, parfois énigmatiques, du sous-commandant sont disponibles en quatorze langues). En 2006, à l'occasion des élections présidentielles, Marcos est sorti de sa clandestinité pour parcourir à moto le Mexique et mener « une autre campagne » afin de rassembler la gauche extra-parlementaire et anticapitaliste mexicaine. Son objectif était de susciter un vaste front contre le système politique traditionnel, jugé inefficace et corrompu, en s'inspirant de la victoire du dirigeant indien Evo Morales en Bolivie.

Si la révolte déclenchée en 1994 sous le slogan « *ya basta* » (ça suffit !) a des objectifs locaux (partage plus équitable des terres, démocratisation de la vie politique mexicaine, lutte contre la corruption, protection de la langue et de la culture des Indiens), Marcos impute la responsabilité de la misère des Indiens du Chiapas non seulement à l'État mexicain, mais aussi, d'une manière plus générale, aux politiques néolibérales des grandes institutions mondiales. S'il s'affirme révolutionnaire, il refuse néanmoins de renverser le gouvernement. Son objectif, affirme la journaliste Naomi Klein dans *Le journal d'une combattante*, serait de « constituer des espaces autonomes », sortes de contre-pouvoirs par rapport à l'État, « où pourraient se développer la démocratie, la liberté et la justice ». Les zapatistes affirment s'engager en faveur de l'autodétermination et de la diversité, culturelle, écologique, politique. Ainsi conçu, le monde qu'ils envisagent serait un vaste réseau international, reposant sur une trame serrée d'initiatives locales. Leur combat local prend donc une dimension universelle et globale. Pour cette raison, la révolte zapatiste « fait figure de phare puissant » pour d'autres mouvements du monde entier. Elle constitue un modèle pour nombre d'activistes dans le monde, qui ont tâté de l'action directe au contact des milieux zapatistes.

La victoire sur l'AMI

L'AMI ambitionnait d'être le premier accord multilatéral réglant l'investissement étranger. Le choix de l'OCDE, au détriment de l'OMC, comme cadre des négociations signifiait toutefois que les pays en développement n'étaient pas directement partie prenante. De nombreuses dissensions entre les pays de l'OCDE ont conduit à un premier report de l'échéance initiale (fixée à mai 1997), puis à une suspension pour six mois des négociations (décision du Conseil des ministres de l'OCDE, 28-29 avril 1998), enfin à l'arrêt de celles-ci, fin 1998.

Cet échec doit être attribué non seulement aux divergences entre les pays de l'OCDE, mais aussi au sentiment, largement partagé, que le processus de négociation faisait la part trop belle aux revendications des multinationales. Elles auraient bénéficié de conditions d'investissement favorables sur les territoires des pays signataires de l'Accord. Inversement, celui-ci équivaldrait à une perte de pouvoir importante pour les États. Ces dissensions ont été amplifiées par divers mouvements protestataires, qui se sont organisés en lobbies à l'échelle internationale, notamment par l'intermédiaire du réseau internet, pour contrer le projet d'accord. Ils rendirent compte des discussions et analysèrent leurs enjeux au fur et à mesure de leur déroulement. Cette campagne, qui a contribué à faire échouer l'ensemble du processus, constitue une percée décisive pour la démocratisation des négociations commerciales internationales, alors que traditionnellement, ces négociations entre technocrates suscitaient peu d'intérêt.

Certains économistes estiment néanmoins que cette victoire des mouvements protestataires contre l'AMI est une victoire « à la Pyrrhus ». Un accord pour régler les investissements internationaux aurait été préférable à pas d'accord du tout, car il aurait permis d'éviter que les gouvernements en quête de capitaux étrangers ne se livrent à une course généralisée vers le bas.

Pour le professeur de science politique Daniel Mouchard, la mobilisation contre l'AMI est « un moment fondateur » de l'altermondialisme. Il a contribué à donner des structures au mouvement (c'est dans ce contexte que s'est créée l'association Attac en France). Il a également amené les acteurs de cette lutte à prendre conscience de l'importance de la dimension internationale. Le cadre de leur action militante s'est élargi, leur discours s'est

adapté aux enjeux de la globalisation. Bref, la mobilisation anti-AMI a permis aux différentes organisations de relier les revendications locales aux enjeux globaux.

5 L'échec de l'OMC à Seattle

Pourquoi dit-on que Seattle est un échec pour ses organisateurs ?

Conscients de l'ampleur de la mobilisation, les organisateurs de la conférence avaient invité 800 ONG à s'exprimer officiellement lors d'un forum ; Mike Moore avait même rencontré José Bové à Genève.

Mais après quatre jours de discussions, les délégations des 135 pays membres de l'OMC se sont séparées sans lancer le « cycle du Millénaire ». L'objectif des manifestants était d'obtenir un moratoire sur les négociations ; celui-ci a donc, de fait, été acquis.

Cet événement s'est accompagné d'un fiasco médiatique de grande ampleur : pendant trois jours, les télévisions et les journaux n'ont parlé que des manifestants, ou plutôt de certains manifestants puisque le défilé pacifique des 35 000 membres du syndicat américain AFL-CIO de plusieurs heures a été éclipsé par les cent à deux cents « casseurs » (militants radicaux du « *black bloc* ») affrontant des forces de police, d'abord débordées, puis sur-réactives (environ 500 personnes incarcérées). Dans ce tohu-bohu rare aux États-Unis, les vrais problèmes que devait aborder l'OMC ont été oubliés.

Cependant, pour certains auteurs, l'idée d'un échec de Seattle doit être relativisée. Il faut le replacer dans une perspective plus longue car ce sommet fait suite à une série d'échecs antérieurs. De l'échec de certaines négociations précédentes dans le cadre du Gatt (il avait fallu trois conférences ministérielles pour préparer l'Uruguay Round, un des cycles de libéralisation les plus féconds) à celui de l'AMI en 1998, les discussions commerciales n'ont pas toutes été des succès, loin s'en faut. Par ailleurs, depuis 1999, les membres de l'OMC ont poursuivi leurs négociations ; de nouveaux États sont entrés dans l'organisation. L'échec de Seattle ne doit donc pas être surestimé.

Les altermondialistes sont-ils responsables de l'échec de l'OMC à Seattle ?

L'échec des négociations à Seattle a forgé ce « mythe », cette croyance, assez largement partagée, que le chercheur Éric Agrikoliansky explique de la manière suivante : « il y a sans doute peu de rapport entre l'échec des négociations de l'OMC et le blocage de la ville de Seattle, mais les deux arrivent en même temps et dès lors, cela peut constituer une victoire ». En réalité, ces manifestations protestataires n'ont pas réellement eu d'incidences sur le résultat des négociations.

En effet, si la pression de la rue a sans aucun doute imprégné le climat des travaux, elle n'aurait pas pu, seule, transformer en fiasco cette réunion prévue de longue date sur l'agenda international. Cet échec s'explique par plusieurs raisons :

- Certains évoquent le contexte défavorable. Quelques semaines plus tôt, les pays membres se disputaient encore sur le choix du directeur de l'OMC.
- D'autres insistent sur les ambitions de l'objectif : Mike Moore lui-même, directeur néo-zélandais de l'OMC de 1999 à 2002, affirme que, à Seattle, « les enjeux étaient trop importants ». Trouver un consensus entre les pays membres de l'OMC devient difficile. En effet, près de cinquante ans après la fondation du GATT, les données ont